



Contribution à la consultation des corps intermédiaires de la société calédonienne du 25 janvier 2021 au 25 mars 2021 sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Cercle Philosophique Ecosais

Contribution publiée le 24/03/2021

Réponses de l'organisation au questionnaire mis à disposition sur la plateforme participative notreavenir-nc.fr.

Présentation de l'organisation et de son objet

Association régie par la loi du 1er juillet 1901; La présente Association a pour objet la défense des valeurs morales, la pratique de la solidarité ainsi que la promotion de la laïcité.

Selon vous, que signifie « être français » aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie ?

- Être Français en Nouvelle Calédonie, c'est être habitué de ce sentiment inaliénable d'appartenance à la nation française qui a marqué l'Histoire, la Culture et la Civilisation.
- C'est l'attachement à la démocratie et aux valeurs fondamentales de la République française : Liberté, Égalité Fraternité et laïcité.
- Toutefois, en vertu des accords de Nouméa le corps électoral restreint prive des citoyens de leurs droits fondamentaux, le vote concernant l'avenir politique du territoire.

Selon vous, que signifie l'indépendance ? Et que signifie la souveraineté ?

Indépendance	Souveraineté
<ul style="list-style-type: none">• L'indépendance c'est la situation d'une collectivité qui n'est pas soumise à une autre autorité.• Ce territoire est autonome. L'accès à l'indépendance est un mot sans équivoque.• Dès lors qu'elle est prononcée, le pays qui devient indépendant prend possession de toutes les compétences dont les régaliennes et les accords passés deviennent caducs.	<ul style="list-style-type: none">• L'article 2 de la Constitution, la République est le « gouvernement du peuple par le peuple, pour le peuple ». L'exercice de la souveraineté nationale est délégué par les citoyens à des représentants élus ou par référendum.• L'électorat figé en Nouvelle-Calédonie, inscrit dans la Constitution pose donc le problème de priver certains citoyens d'exercer leur droit fondamental, le vote.• Un Etat souverain a la compétence d'assurer les trois pouvoirs : judiciaire, exécutif et législatif, en respect de la volonté de l'ensemble de ses citoyens.

- | | |
|--|---|
| | <ul style="list-style-type: none">• C'est le fait de n'être soumis à la tutelle d'aucun autre Etat. |
|--|---|

Selon vous, quel(s) lien(s) la Nouvelle-Calédonie doit-elle entretenir avec la France ?

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">• Il existe, entre la Nouvelle Calédonie et la France, des liens historiques. L'essor de la Nouvelle Calédonie résulte de son peuplement récent et de ses richesses minières.• Il est primordial pour les deux parties que les relations politiques et économiques qui la lient à la France soient préservées et renforcées, faute de quoi le pays risquerait de tomber dans l'escarcelle d'une autre puissance.• En cas de maintien du rattachement à la France, le territoire pourra poursuivre son développement avec le soutien de la France et de l'Union Européenne, comme actuellement.• Dans les deux cas, il paraîtrait normal que le territoire dispose de plus larges délégations pour être présent dans les organisations internationales.• Avec le soutien de la France (en contrepartie du respect des axes de politique internationale de la France et de l'Union Européenne), le territoire pourrait prendre une place importante et jouer un rôle de premier plan dans le secteur Asie Pacifique aux côtés de l'Australie et de la Nouvelle Zélande. |
|---|

Selon vous, à quel(s) grand(s) défis la Nouvelle-Calédonie est-elle confrontée ? Et comment doit-elle y répondre ?

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">• La Nouvelle-Calédonie, "terre de parole, terre de partage", doit parvenir à construire un Avenir ensemble, une communauté de destin s'appuyant sur la reconnaissance d'aspirations multiculturelles.• Le principal défi de la Nouvelle-Calédonie à l'heure actuelle est le vivre ensemble, peut-être pourrait-on passer par un processus de réconciliation nationale qui permettrait à chacun de se libérer du passé pour tendre vers l'avenir.• C'est dépasser, voire éradiquer les clivages sociaux et ethniques afin de faire émerger une "identité calédonienne". Accorder une attention particulière à la jeunesse du pays qui doit pouvoir se projeter positivement sur son avenir. Pour y répondre :
Étudier la perspective d'une réforme du statut civil coutumier<ul style="list-style-type: none">- Développer l'économie du territoire et se diversifier- Valoriser ses richesses minières- Faire évoluer la législation fiscale- Adapter le système éducatif- Renforcer la prévention de la délinquance- Maintenir les droits des femmes- Maintenir les actions sanitaires et sociales- Protéger la biodiversité et mettre en place des actions en matière de développement durable- Lutter contre la vie chère |
|---|

Quels sont vos espoirs et préoccupations vis-à-vis de l'avenir calédonien ?

Espoirs	Préoccupations
<ul style="list-style-type: none">• La Nouvelle Calédonie est riche grâce à la diversité de sa population et aux apports de l'immigration. Elle peut jouer, à travers la France et l'Union Européenne, un rôle de premier plan aux côtés de l'Australie et de la Nouvelle Zélande, dans une perspective de développement économique engendrant une élévation générale de la qualification de la population, un accroissement des perspectives d'emploi notamment pour les jeunes, un rééquilibrage économique et une réduction des prix par une saine concurrence.• Il serait en outre hautement souhaitable qu'enfin les populations calédoniennes et leurs représentants raisonnent en intérêt « pays » et non en intérêts particuliers (personnels, professionnels, ethniques ou commerciaux).• Enfin, l'espoir d'une prise de conscience collective de l'impossibilité objective d'une indépendance apaisée et évoluée évoluer	<ul style="list-style-type: none">• Un nouveau referendum ne fera qu'accentuer le clivage de la société calédonienne.• Faire voter la population (et toute la population, c'est-à-dire la liste électorale nationale) sur un projet de société a un sens, par contre voter pour ou contre l'indépendance (ce qui n'entraînera sûrement pas la pleine souveraineté) divisera profondément et durablement la société et risquera de conduire à de nouveaux événements tragiques.• Par ailleurs, la position indépendantiste ne se situe pas sur des critères objectifs et constructifs, mais sur des symboles du passé et des postures de principe.• La jeunesse calédonienne canaque, en pleine dérive, héritière de ceux qui ont vécu les événements, et élevés dans la haine de l'autre.• L'injustice issue des accords de Nouméa qui crée des différences de traitement insupportables entre les populations autochtones et les autres, et qui risquent de permettre l'accès à l'indépendance malgré une majorité importante d'habitants qui veulent rester Français.• Enfin, l'accession à l'indépendance, avec la mise en place d'un système coutumier féodal ou le droit du sang prime sur la compétence et où l'égalité des chances n'est plus garantie en dehors de la république Française. Ce système imposé par 40 % de la population à 60 % de concitoyens serait un non-sens désastreux.

Souhaitez-vous formuler une proposition en lien avec l'un des trois thèmes évoqués par le Président de la République* et listés ci-dessous :

- **Défi climatique**
- **Développement économique**
- **Axe indopacifique**

*Discours prononcé par le Président de la République le 5 octobre 2020 à l'issue de la seconde consultation pour l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie.

- **DEFI CLIMATIQUE** : L'eau commence à manquer quantitativement et reste très mal répartie selon les régions et les saisons il importe, moyennant une aide française, européenne et internationale, de procéder à un système de maîtrise de l'eau pour garantir l'approvisionnement permanent et suffisant de l'ensemble de la Calédonie. La taille de la NC impacte peu. Mais l'on sait que ramené au nombre d'habitants, la NC est un des plus gros pollueurs de la planète. Les deux dernières usines ont été créées davantage sur des critères politiques qu'économiques, créant aujourd'hui une problématique emploi qui n'existait pas précédemment
- **DEVELOPEMENT ECO** ; La protection des entreprises locales est quand même nécessaire, compte tenu de l'étroitesse du marché local sous deux conditions : la qualité des produits identique à ceux du marché extérieur et des prix de vente abordables. Sur le plan local, avoir pour objectif l'auto-suffisance alimentaire et une diminution du coût de la vie.
- La nécessité de conseiller et de sécuriser le patronat local dans ses investissements ; d'où la nécessité d'imposer un contrôle public dans les marges des prix pratiqués à la vente
- Idem pour l'immobilier : si le marché doit rester libre, il importe que les pouvoirs publics s'intéressent au marché de l'immobilier pour limiter les hausses de prix et permettre l'accès au logement des moins favorisés.
- Accepter de s'ouvrir à la compétition et à la concurrence. La protection locale, l'emploi local public et privé constituent des erreurs historiques pour le territoire.
- L'ouverture des frontières, condition indispensable à la construction d'un marché local suffisamment dynamique au niveau de sa demande.
- Des potentiels forts existent dans les énergies propres, la recherche pharmaceutique, le tourisme vert, la pisciculture, les services numériques... La réussite de ces filières passe par l'augmentation des compétences locales.
- L'ouverture des frontières, la stabilité politique, la réduction de l'oligarchie
- **AXE INDOPACIFIQUE** : La Nouvelle-Calédonie a un rôle à jouer tant qu'elle représente les intérêts français. Il faut une alternative à l'hégémonie grandissante de la Chine dans le Pacifique. Ce sont les grandes puissances occidentales comme la France, les EU, l'Australie ou le Royaume Uni qui peuvent apporter ce contrepoids, en s'appuyant sur les petits pays de la zone et les grandes puissances asiatiques comme l'Inde ou l'Indonésie.